

La faible participation des personnes qui vivent la pauvreté dans les « lieux où les pauvres ont la parole »

en bref

Il existe des « lieux où les pauvres ont la parole », mais peu de personnes vivant dans la pauvreté les fréquentent... De l'aide individuelle à l'action collective, il y a en effet de nombreux pas et obstacles à franchir.

*D.D.Zintégré ;
les intertitres
sont de la
rédaction.*

L'accompagnement individuel est important pour la personne aidée, mais aussi pour les associations, cela permet d'observer le comportement des assistants sociaux, de veiller à ce que les assistants sociaux informent bien les usagers de tous leurs droits.

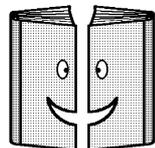
Mais la difficulté avec les personnes aidées individuellement est de les associer aux actions collectives quand leurs problèmes immédiats sont résolus.

1. (Oser) sortir de sa bulle

Il est difficile pour les personnes de dépasser leurs problèmes individuels pour participer à l'action collective, par timidité, par dévalorisation de soi, par peur : les associations sont parfois diabolisées par les responsables politiques, et aussi par complexe d'infériorité, car le monde politique est tellement loin d'eux et les responsables politiques les impressionnent.

Beaucoup d'usagers de CPAS après avoir touché leurs allocations mensuelles, font leurs courses, payent leurs frais fixes : loyer, eau, gaz, électricité, la télédistribution et ensuite pratiquent le « burrowing »¹ : ils se terrent chez eux jusqu'au mois suivant.

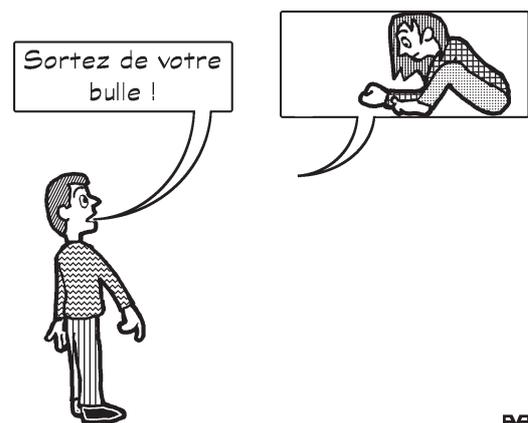
Ils s'isolent dans leur petit monde à eux, leur seul lien avec le monde extérieur est la télévision et la radio, spécialement, c'est le cas de le dire, pour les isolés. La vie en société ne les a pas gâtés, par conséquent ils se méfient, se réfugient et ne s'impliquent plus socialement.



*(1) de
l'anglais :
« Burrow »,
terrier.*

Les mêmes personnes vont m'interpeller dans la rue, en sachant que je fais partie d'une association et de la commission consultative de l'action sociale du CPAS d'Ixelles, me mandatent ou me délèguent informellement auprès des responsables politiques en disant : dis-leur un peu que...

Mais lorsqu'on les invite à rencontrer les responsables politiques et à s'exprimer, ils ne viennent pas.



B&R

2. S'assumer, se défendre, s'ouvrir

Grâce aux contacts cordiaux que j'entretiens avec les responsables politiques, ça marche aussi dans l'autre sens, lorsqu'ils ont un message à faire passer vers les usagers.

Les usagers de CPAS n'assument pas leur statut. Dès qu'ils ont un travail, même si c'est le CPAS qui paye, ex : ART 60-61, ils ne se considèrent plus comme usagers du CPAS, se désolidarisent des autres usagers, parfois en leur faisant la morale : « Vous voyez, moi je travaille ». On les a tellement culpabilisés de ne pas trouver du travail, d'être inutiles.

Les ouvriers, à travers les syndicats, défendent leur statut, même pour un travail pénible (ex : DHL). Les syndicats ne sont pas intéressés par les usagers de CPAS et les

associations n'ont pas les moyens des syndicats.

Par association, il y a un ou deux réels militants, les autres viennent surtout consommer de l'information et de l'aide pour leurs problèmes personnels. En général, les militants sont des personnes ayant un certain langage « intellectuel », ils n'ont pas le profil de l'usager de CPAS de base que s'imagine le monde politique. Ils viennent même avec des idées, ce qui déstabilise certains responsables politiques qui ont un esprit paternaliste (nous savons ce qui est bon pour vous), cela vaut aussi pour certains assistants sociaux.

Même forme de discours chez les employeurs éventuels, qui embauchent des usagers de CPAS surtout pour les exonérations de cotisations sociales dont ils bénéficient plutôt que pour les capacités professionnelles du candidat à un emploi. Les patrons ont des préjugés envers les usagers du CPAS et les confondent avec les désocialisés SDF que l'on peut rencontrer dans les gares et sur les grands boulevards du centre de Bruxelles. Les patrons tiennent un discours du genre : « *pour travailler, il faut savoir se lever et se laver* »... Ils prennent les gens pour des débilés

Les SDF désocialisés sont souvent à la rue parce qu'ils n'ont pas trouvé au CPAS l'aide, le soutien et l'écoute qu'ils attendaient. Ils ne veulent plus avoir à faire avec les institutions et les employeurs et ne vont plus au CPAS faire valoir leurs droits.

3. Se mobiliser et se former, à tous les niveaux

La mobilisation des usagers de CPAS n'est possible que si une mesure touche un grand nombre de personnes et les jette dans des difficultés extrêmes, comme à Anderlecht, au milieu des années nonante, quand le conseil

communal avait décidé de ne plus payer les minimex, sous prétexte que la commune n'avait plus de sous. Les minimexés sont restés 3 mois sans recevoir leurs allocations, c'est comme ça qu'est né le « Comité de défense des minimexés » de Dalida Rigo.

Des formations devraient être organisées pour les membres d'associations qui font de l'accompagnement afin de les informer du fonctionnement du CPAS, des lois, des règles, des droits et devoirs des usagers et du code de déontologie des assistants sociaux, afin de rendre l'accompagnement positif. Des formations pour les conseillers CPAS, qui leur feraient prendre conscience de la réalité du terrain, pourraient aussi être organisées.

Des médiateurs indépendants du CPAS, juristes spécialisés dans le domaine social, dépendant du ministère de la justice devraient être accessibles aux usagers dans toutes les communes, par exemple au bureau de Justice de Paix, afin d'éviter d'encombrer le Tribunal du travail.

Des conseils consultatifs auxquels participent des usagers, des conseillers, des assistants sociaux devraient être généralisés dans tout le pays, les expériences récentes en région bruxelloise semblant être enrichissantes pour tous les acteurs du CPAS.

Comment mobiliser et conscientiser plus de citoyens à tous les niveaux à éradiquer la pauvreté, à plus de solidarité et de dialogue ? Voilà la question.

A lire, à débattre...

